



Messages clés du Rapport d'Examen National Volontaire des ODD de la République Démocratique du Congo

Faisant suite à l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD), la RDC a procédé, à partir de 2016, à la création de l'Observatoire Congolais du Développement Durable, une structure susceptible de suivre, évaluer et rendre compte de la mise en œuvre des ODD. Par son entremise et sur fond d'une approche largement participative et inclusive, le pays a réalisé les activités ci-après :

- Contextualisation et priorisation des cibles des ODD ;
- Localisation des ODD au niveau infranational ;
- Alignement du Plan National Stratégique de Développement ainsi que des Stratégies sectorielles et provinciales sur les cibles prioritaires des ODD.

Parallèlement, la RDC a étoffé son cadre d'indicateurs d'ODD. *Primo*, elle a entrepris la cartographie statistique pour inventorier les sources des données statistiques susceptibles de renseigner les différents indicateurs et dégager le gap en termes des données statistiques. *Secundo*, le pays a développé un programme pluriannuel de collecte des données statistiques à travers une enquête-ménage, qui devra nourrir les indicateurs ODD. *Tertio*, la RDC a innové en organisant une enquête de perception de la population sur les ODD, conduisant à l'estimation d'un Indice de Perception du Développement Durable.

Par ailleurs, la RDC a conduit, d'une part, la sensibilisation des parties prenantes et d'autre part, la mise en œuvre des politiques publiques pour l'atteinte des ODD. Ainsi, dès le lancement des ODD, la société civile a été sensibilisée, à côté des Ministères. D'ailleurs, c'est dans ce cadre que la société civile a posé aussi bien des actions allant dans le sens des ODD que des réflexions qui devront informer les politiques publiques. Au sujet des politiques publiques mises en place, il y a lieu de noter sommairement les résultats et les défis ci-après :

Sur le plan social, des réformes ont été menées pour, entre autres, élargir la couverture de la protection sociale. Les ressources budgétaires allouées au secteur de la santé ont connu une hausse continue et des mesures courageuses sont prises pour mettre en place une couverture sanitaire universelle. Par ailleurs, le Gouvernement a pris une nouvelle orientation stratégique pour lutter efficacement contre la faim et la malnutrition. Des efforts additionnels sont entrepris pour réduire le niveau de l'extrême pauvreté et des inégalités.

Dans le but de privilégier l'accès à tous à l'éducation, le Gouvernement a rendu effective la gratuité de l'enseignement de base. Un dispositif d'assurance qualité a été aussi institué et le système de recrutement des enseignants réformé. L'égalité entre le sexe constitue l'une des priorités de la RDC. Des réformes du cadre juridique relatif aux droits de la femme ont été menées conduisant notamment à la révision du Code de la famille. Toutefois, des efforts restent encore à fournir, notamment pour annihiler certaines pesanteurs culturelles.

Par ailleurs, le recul significatif de la croissance a accru les inégalités et privé le gouvernement des ressources, notamment pour offrir les services sociaux de base. Nonobstant une offre appréciable, l'accès à l'eau constitue un défi tout comme l'accès à l'électricité. L'offre énergétique est très déficitaire, en dépit du potentiel énorme. La libéralisation du secteur n'a pas eu jusque-là les effets attendus. Toutefois, plusieurs projets en cours devraient accroître l'offre électrique.

Sur le plan environnemental, plusieurs projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique ont été initiés mais cela requiert davantage des synergies sectorielles. En outre, un investissement important dans la collecte d'informations et données environnementales est requis pour mieux cerner le secteur. Par ailleurs, plusieurs programmes de conservation et protection de la biodiversité, dont les parcs et réserves naturels, sont régulièrement entrepris.

En tant qu'un pays post-conflit, la RDC reste encore confrontée à des problèmes sécuritaires ponctuels. Néanmoins, des opérations militaires d'envergure ont permis de réduire le nombre des groupes armés. Le pays a entrepris des actions courageuses pour endiguer la corruption et permettre à tous d'accéder à la justice. Le respect des droits de l'homme a connu aussi des progrès très appréciables.

Globalement, la mise en œuvre des ODD se fait sur fond d'un partenariat multipartite. Cependant des efforts additionnels sont requis. Un cadre d'accélération de la mise en œuvre des ODD est envisagé. Mais, le défi important reste la mobilisation des ressources.